

In *Friedrich Hayek. Philosophie, économie, politique*, sous la direction de Gilles Dostaler et de Diane Éthier, Montréal, ACFAS, coll. "Politique et Économie" dirigée par le G.R.E.T.S.E., No. 9, 1988, p. 47-69.

## L'économique et la question de ses limites

Robert Nadeau  
Département de philosophie  
Université du Québec à Montréal

Dans les remarques qui vont suivre\*, on trouvera moins une exégèse proprement dite qu'une franche interpellation de l'oeuvre de Hayek. En fait, l'une ne saurait aller sans l'autre, car la reconstitution fidèle de la pensée véritable de quelqu'un, on le sait assez, amène avec elle de redoutables problèmes. Elle exige, en tout cas, en plus de la mise en place d'un appareil critique, une sensibilité de tous les instants aux questions cruciales et aux problèmes pressants qui ont entraîné chez l'auteur considéré ce qu'il faut bien appeler l'urgence de penser. Or, sans échapper tout à fait à la contrainte du commentaire savant, c'est d'abord et avant tout une telle sensibilité que j'espère voir opérer dans l'analyse qui suit. Il sera question ici des limites inhérentes au savoir économique, Hayek faisant de cette question sa préoccupation méthodologique centrale.

Sans doute Michel Rosier a-t-il raison de faire remarquer qu' « il est difficile de rendre compte de la position épistémologique de Hayek dans la mesure où celle-ci a beaucoup varié au fil du temps » (Rosier 1986, 688 ). Je crois, pour ma part, qu'il est quand même possible, malgré les révisions de jugement et les modifications de point de vue que l'on ne manque pas

---

\* Je remercie le Conseil de Recherches en Sciences Humaines du Canada pour la subvention accordée et j'exprime toute ma gratitude à Gérald Lafleur pour ses commentaires sur une version antérieure.

de trouver dans l'oeuvre de Hayek, d'aller droit à l'essentiel. Il est vrai que, par exemple, Hayek paraît hésiter, entre autres choses sous l'influence directe des arguments de Popper (cf. notamment Hayek 1967, Preface), entre deux thèses. Il hésite, en effet, à considérer que la différence entre sciences sociales et sciences de la nature, et tout particulièrement entre physique et économique, en est une de nature, et il donne parfois l'impression plus modérée qu'il considère que cette différence n'en est qu'une de degré (voir à ce sujet Nadeau 1986). Pourtant, il n'en reste pas moins vrai de dire que Hayek a, tout au long de son oeuvre, cherché à percer à jour le sens de cette entreprise cognitive qu'est l'économie politique. Et sur le fait que, dans la perspective qu'est la sienne, les préoccupations proprement épistémologiques font partie intégrante de l'univers de discours de l'économiste, Hayek n'a jamais changé d'idée. Et c'est pourquoi, de manière récurrente, l'oeuvre de Hayek nous ramène à une question troublante et décisive qui en constitue peut-être le leitmotiv principal. Cette question est la suivante: que peut-on et que doit-on attendre de la science économique ?

Cette question recevra un traitement en deux temps, comme si elle donnait lieu à deux interrogations distinctes. Mais je différerai d'abord le traitement de cette question, comme pour mieux l'appivoiser, car elle constitue sans doute le problème le plus important et le plus difficile que nous pose aujourd'hui la pensée épistémologique de Hayek. Cette question concerne la façon dont il faut concevoir selon lui la science économique comme type de savoir. On sait que Hayek a fait de ce thème son cheval de bataille favori, au point d'y consacrer le discours qu'il fit lors de la réception du Prix Nobel (cf. Hayek 1978, chap. 2: "The Pretence of Knowledge"). Mais avant de m'aventurer sur ce terrain, et pour mieux m'y préparer, je ferai place à un problème préalable qui concerne la fonction que, dans la perspective hayékienne, il convient d'assigner à la méthodologie économique elle-même. J'en ferai l'objet de ma première partie.

Ces deux préoccupations, on le conçoit aisément, s'articulent l'une sur l'autre et ne constituent en fait que l'envers et l'endroit d'une seule et même question. En effet, il paraîtra davantage pertinent de soulever la question des limites de la science économique si l'on a, au préalable, fait voir que l'examen de cette question constitue, aux yeux de Hayek, l'objet principal de la méthodologie économique elle-même. Néanmoins, quelques justifications s'imposent d'abord. Pourquoi ce choix ? Avant tout, bien sûr, par fidélité intellectuelle au grand penseur et théoricien qu'est Friedrich Hayek. Car quiconque a quelque peu fréquenté l'oeuvre de Hayek se trouve rapidement confronté à la question formulée plus haut. Il ne me paraît pas trop fort de prétendre, en effet, que la difficile question des limites de la pensée économique hante littéralement l'oeuvre de Hayek. Il ne s'agit donc pas de ma part, on me le concédera, d'une interrogation fortuite ou gratuite. Car cette question est logée au mitan de ce qui pourrait être appelé globalement "la perspective hayékienne", et c'est pourquoi tout lecteur de Hayek la trouve forcément sur son chemin. En un sens, toutes les analyses hayékiennes ou bien en partent, ou bien y mènent rapidement, ou bien encore y ramènent indirectement. De plus, non seulement cette interrogation apparaît-elle chez Hayek avec un caractère de nécessité, tant elle semble incontournable, mais encore a-t-elle donné lieu à une thèse audacieuse dont il convient d'examiner en détail les tenants et aboutissants. Hayek soutient, en effet, que la science économique, en vertu de ses limites épistémologiques, ne doit pas être conçue comme une "physique sociale". La conjoncture sociale et politique étant maintenant ce qu'elle est, la philosophie des sciences s'étant considérablement transformée depuis vingt-cinq ans, et l'économie étant, parmi les sciences humaines et sociales, celle qui, après avoir suscité le plus d'espoir, nourrit maintenant les plus grandes inquiétudes épistémologiques, il m'a paru opportun de rouvrir ce débat.

## La fonction de la méthodologie économique selon Hayek

Comme indiqué, ma première préoccupation a trait aux objectifs que l'on doit assigner, suivant Hayek, à l'entreprise méthodologique elle-même. Et puisqu'il y a là, aujourd'hui, matière à débat, j'aimerais préciser que cette polémique déborde largement le terrain de l'économique. On peut même dire que, si elle a cours aujourd'hui en économie, c'est, entre autres choses, parce qu'elle occupe une place importante dans la philosophie des sciences en général, et cela depuis au moins vingt-cinq ans, soit depuis les travaux de Kuhn, Lakatos et Feyerabend en particulier ( cf. Lakatos & Musgrave 1970). Nul ne devrait donc s'étonner du fait que les économistes aient été prompts à se servir de la grille kuhnienne ( cf. par exemple De Vroey 1972; on trouve un répertoire de ces travaux dans la bibliographie de Gutting 1980) et à croire qu'était centrale la question de savoir si l'histoire contemporaine de la science économique n'exhibait pas une lutte à mort entre "paradigmes rivaux et incommensurables". Il était prévisible qu'ils allaient ensuite se tourner du côté de Lakatos (on consultera là-dessus avec grand profit Blaug 1975), pensant trouver là quelque critère opérationnel qui leur permettrait de déclasser les "programmes de recherche dégénérescents" au profit de programmes "progressifs". Il devra cependant me suffire de signaler ici que les partisans de l'approche lakatosienne se butent à des obstacles de taille et à une résistance farouche (voir à ce sujet le débat récent entre Alexander Rosenberg et Roy Weintraub: cf. Rosenberg 1986 et 1987; Weintraub 1987). Enfin, les modes étant ce qu'elles sont, il est normal que certains économistes n'aient pas hésité à adopter l' "anarchisme méthodologique" de Feyerabend et à répandre l'idée que ce n'est pas l'analyse logique et épistémologique qui permettra aux économistes d'améliorer leur sort ainsi que la mauvaise perception que l'on a généralement de leurs prouesses intellectuelles, mais

que ce travail pourra être accompli plutôt par une amélioration de leur "rhétorique" (cf. McCloskey 1985).

Il est clair, à mes yeux du moins, que ces trois lignes de mire rencontrent à un moment ou à un autre un même obstacle dans le champ de vision qu'elle détermine. Car, que l'on suive Kuhn, Lakatos ou Feyerabend sur leur terrain respectif, l'on y croise inévitablement Karl Popper, et l'on doit inmanquablement se colleter avec le programme du rationalisme critique. Chacune de ces trois optiques entre, en effet, directement en conflit avec celle que semblent avoir adoptée récemment d'autres économistes, entre autres Mark Blaug et Johannes Klant (cf. Blaug 1980 et Klant 1984), à savoir celle qui prône une conversion au falsificationnisme pur et dur de Karl Popper. Ceux qui prêchent en faveur d'une telle conversion de la pensée économique croient sans doute favoriser ainsi la recherche de meilleures théories économiques. Sans vouloir aucunement préjuger de ce qui peut résulter de ces prises de parti et de ces confrontations sur le terrain de la méthodologie économique, il m'a paru opportun de dégager de l'oeuvre de Hayek quelques éléments de discussion susceptibles de faire progresser ce débat.

Car Hayek a très rapidement pris fait et cause pour Popper et il a ouvertement adhéré au falsificationnisme. Il peut, cependant, être intéressant de souligner l'originalité de la perspective hayékienne malgré l'ascendant que la philosophie des sciences de Popper semble avoir exercé sur elle. J'aimerais, en effet, mettre en lumière, parce que la chose me paraît ne pas aller de soi comme on le verra mieux plus loin, la thèse de Hayek qui veut que ce que l'on doit rechercher en soumettant l'économie au supplice de la question épistémologique, c'est à en penser les limites. Pour Hayek, en effet, chaque science procède de sa logique propre, et chacune a des frontières au-delà desquelles son "passeport méthodologique", si l'on me prête l'expression, n'a plus aucune validité. Puisqu'il peut sembler déraisonnable qu'une science quelle

qu'elle soit nourrie des ambitions sans limites, tout scientifique, le physicien aussi bien que l'économiste, doit absolument, s'il veut être pris au sérieux, s'enquérir des confins du territoire qu'il lui revient d'explorer. Pour le dire bref, le méthodologue est, aux yeux de Hayek, un découvreur de frontières. Mais, question percutante qui suit immédiatement, qui donc ici a le droit de s'instituer traceur de bornes ?

Cette interrogation a beau être périlleuse, elle mérite toute notre attention. C'est par confusion, me semble-t-il, qu'on en vient aujourd'hui à clamer régulièrement que l'on doit absolument renoncer à faire de la méthodologie, et tout particulièrement de la méthodologie économique, sous prétexte que cette discipline chercherait à dicter de l'extérieur aux scientifiques la seule et unique bonne façon de faire de la science. Je le dis d'emblée: ce n'est pas parce que la méthodologie s'intéresse à des questions *normatives* que, pour autant, elle formule des impératifs qui doivent automatiquement apparaître comme catégoriques. Seule une illusion d'optique laisse croire que la méthodologie économique peut s'arroger le droit de contraindre qui que ce soit, par des diktats intransigeants, à penser de telle manière et non de telle autre. Et c'est se leurrer sur son compte que de laisser à entendre que l'épistémologue de formation croit pouvoir s'arroger le droit de condamner toute théorie qui ne lui convient pas et qu'il peut, sans risquer de paraître ridicule, émettre des prononciamentos aussi intolérants que dogmatiques. Cette vision des choses est particulièrement éculée et complètement dépassée. Si telle était effectivement l'attitude des méthodologues, épistémologues et autres philosophes des sciences, ce que je ne crois pas être le cas en règle générale, un tel mépris procéderait d'une méprise complète de leur part.

Et pour faire le tour complet de la question et bien faire apercevoir que ma position ne va pas de soi, j'ajouterai autre chose. Si la communauté des chercheurs, toutes disciplines

confondues, serait malvenue d'attendre des logiciens qu'ils lui dictent la seule et unique "bonne forme" de la pensée scientifique, il faut bien voir que la réciproque est également vraie. En effet, il serait tout à fait malséant qu'un théoricien, fût-il physicien ou économiste, se croie fondé d'imposer à cette discipline qu'est la logique appliquée des contraintes d'objets, de propos ou même de méthode. Si l'économiste ou le physicien ont le droit de définir leurs concepts comme bon leur semble, s'ils sont justifiés de traiter les questions qu'ils voudront bien librement choisir de traiter, et si seuls d'autres économistes ou d'autres physiciens comme eux ont la compétence nécessaire pour critiquer leurs hypothèses, évaluer leurs procédés et apprécier leurs résultats, c'est parce qu'ils sont des chercheurs au plein titre du terme. Et ce qui pourrait apparaître ici, à tort, comme un privilège exorbitant n'est rien d'autre, en fait, qu'une caractéristique fondamentale de la recherche scientifique, à savoir le droit de construire soi-même ses objets, d'arrêter ses stratégies, d'élire ses problèmes, et de tirer ses propres conclusions, du moins toutes celles que l'on croit fondées.

On ne dit pas assez souvent, me semble-t-il, que le méthodologue a lui aussi le titre de chercheur: il a donc, dans son champ de compétence, le droit de faire respecter sa juridiction. Du reste, nul ne peut, même s'il se croit méthodologue patenté, rejeter du revers de la main les questions de logique sous le prétexte qu'elles n'ont aucune pertinence à l'extérieur du champ restreint de l'enquête épistémologique. Nul ne peut non plus avoir raison d'ignorer les réponses avancées conjecturalement par l'épistémologue aux questions de logique ou de méthode qu'il soulève, sous le prétexte tout aussi irrecevable que ses réponses ne donnent jamais aux savants eux-mêmes les recettes simples et infaillibles qui leur permettraient d'avoir du succès ou d'atteindre à la renommée. Comme on le voit, en matière de science et de méthodologie, le jeu de l'autonomie est un jeu qui se joue à deux, et réclamer que les uns soient libres de leurs

mouvements pousse inmanquablement les autres à exiger une même liberté de manoeuvre. Car ce qui peut apparaître légitime pour la science doit l'être également pour la métascience.

Or, nul mieux que Hayek peut-être, du moins pour ce qui concerne les rapports entre la science économique et la réflexion épistémologique, n'a respecté autant l'intégrité de l'une et l'autre aventure intellectuelle. Parce qu'il a pu s'embarquer dans l'une aussi fébrilement que dans l'autre, et cela avec la même ampleur de vues et avec la même profondeur de perspectives, Hayek occupe aujourd'hui, aussi bien chez les économistes que chez les philosophes de l'économique, une place absolument centrale. Or Hayek assigne à la méthodologie économique la tâche complexe de réfléchir sur les limites inhérentes à la science économique. Dans la mesure où son propos alterne entre des considérations portant sur un modèle théorique particulier, à savoir celui de l'économique néo-classique, et des considérations plus générales sur le type de science que constitue l'économique, sa prise de position sur les limites de la pensée économique paraît toucher aussi bien à une question de fait, à savoir celle des limitations de la théorie néo-classique, qu'à une question de droit, soit celle des contraintes que paraît imposer à toute théorie possible l'objet même de la science économique. Parce qu'il convient de ne pas confondre ces deux points, je les traiterai séparément.

### **Les limitations inhérentes à l'approche néo-classique**

Une première façon de s'interroger sur les limites de la science économique, c'est, bien sûr, en mettant en question les façons dont cette science se fait actuellement. A ce chapitre, Hayek partage avec les penseurs du courant autrichien l'idée que la théorie néo-classique a le défaut de ses qualités: elle constitue, sans doute, un excellent appareil analytique



lorsqu'envisagé logiquement et mathématiquement, mais son formalisme poussé, pour ne pas dire extrême, en fait un schéma abstrait qui ne peut véritablement servir à simuler l'économie réelle. Il est donc facile de tomber d'accord avec James Buchanan pour dire que cette théorie envisage l'action humaine dans une perspective "mécaniciste et statique" (cf. Don Lavoie, 1986) parce qu'elle est avant tout préoccupée par la mise au point de modèles schématiques de compétition parfaite, et surtout parce qu'elle ne fait jamais place à la véritable incertitude au coin de laquelle se trouve implacablement marquée la vie économique concrète. Par comparaison, l'économie autrichienne, et Hayek en est, pense l'univers économique en termes de conjonctures, de processus et d'institutions. C'est pourquoi l'entreprise et la monnaie, pour ne nommer que deux des institutions économiques les plus importantes, occupent une place prépondérante dans cet univers de discours.

Tout en se situant forcément à l'intérieur d'un cadre conceptuel que Menger et ses successeurs ont contribué à mettre en place, Hayek rejette ce que je serais tenté d'appeler l'"objectivisme" de la perspective néo-classique, ce qui fait sans doute de lui un "subjectiviste" en matière d'économie. Cela me semble vouloir ultimement dire que pour Hayek, l'économiste doit invariablement opter pour une analyse en termes de *processus de marché*. Or il importe de voir, et cela me paraît être une caractéristique essentielle de la perspective hayékienne, que la notion de "marché" ici utilisée est d'emblée une notion épistémologique. Le statut de cette notion est à ce point particulier à l'intérieur de la théorie économique hayékienne qu'elle me paraît commander à elle seule, et directement, un parti pris méthodologique absolument crucial. En effet, Hayek soutient que, loin de pouvoir être décrit comme un mécanisme au sens de la théorie physique, c'est-à-dire comme une machine qui, laissée à elle-même, procéderait automatiquement à l'allocation de ressources rares et existant en quantités finies, une sorte de machine naturelle et autorégulée qui opérerait

globalement dans des conditions d'information parfaite, le marché constitue plutôt une "procédure de découverte". En effet, le marché a pour Hayek une fonction première et irremplaçable, soit celle de permettre aux agents de découvrir, à leurs profits ou à leurs dépens - mais, est-il espéré, sans brimades inutiles pour les producteurs aussi bien que pour les consommateurs --, la façon dont il convient d'allouer efficacement des ressources qui sont toujours, par définition, rares et désirables. Or cette procédure heuristique prend inéluctablement place dans un contexte général d'incertitude radicale, pour ne pas dire d'ignorance intrinsèque, soit celle dans laquelle tous les intervenants se trouvent toujours eu égard, par exemple, à l'état futur des besoins individuels et sociaux, ou encore à ce que sera plus tard la demande effective et à ce que sont actuellement les anticipations des agents économiques, ou enfin à ce que sera dans un futur plus ou moins lointain la quantité de biens de tous ordres qui seront réellement disponibles.

Certes, pourra-t-on objecter, on ne saurait considérer que l'École Autrichienne échappe à tout mécanisme puisque, comme je l'ai rappelé, le cadre conceptuel ou le modèle fondamental est, ici aussi, fourni par la Théorie de l'Équilibre Général. Or cette notion d'équilibre est manifestement développée, à ses débuts du moins, sous l'influence des sciences physiques, c'est-à-dire sous l'empire de la mécanique newtonienne et sous l'emprise de la physique du dix-neuvième siècle. Ce qu'on veut être en mesure de comprendre par cette théorisation mathématique rigoureuse, c'est la connexité de toutes les actions entre elles, donc la systématisme de l'activité économique, en tout cas quand jouent les lois du marché. Mais pour Hayek, et maintenant pour tous les autres théoriciens d'obédience autrichienne, ce modèle n'est et ne peut être qu'un grand schéma général et abstrait: c'est dire que si le modèle ainsi construit est logiquement consistant, il n'est pas réaliste. Car il n'est pas, comme tel, réalisé dans le monde que nous habitons tous. Ce modèle assume, en effet, que, pour que l'équilibre tel

qu'envisagé soit atteint, certaines conditions nécessaires et idéales doivent être réalisées. Il faut, par exemple, que les agents aient une information parfaite concernant tout ce qui est pertinent pour leurs prises de décision. Il faut aussi que la recherche de cette indispensable information entraîne des dépenses négligeables et aussi que toutes les transactions effectives n'entraînent elles-mêmes aucun coût significatif, toutes conditions qui sont invraisemblables et qui, comme telles, ne sont jamais et ne seront jamais réalisées nulle part. La réalité est, en effet, tout autre. En fait, rien n'est gratuit ("there's no free lunch"), et quel que soit le cours d'action que l'on privilégie et la décision que l'on prenne, tout a une valeur, qui est radicalement fonction des préférences subjectives de chacun, et tout a donc un prix, analysable, par exemple, en termes généraux de coût de renonciation.

La notion même de "processus du marché", qui est habituellement présentée par les commentateurs et par les historiens de la pensée économique comme la plus centrale parmi les notions élaborées par l'École Autrichienne, notion qui se retrouve effectivement au coeur de la pensée économique de Hayek, semble exiger du théoricien de cette allégeance, par comparaison avec le théoricien d'allégeance néo-classique, qu'il prenne en considération *toutes* les contraintes réelles qui contribuent à définir le contexte concret dans lequel chaque décision économique est prise. Du coup, cette perspective requiert au moins la complexification du modèle de l'équilibre et oblige apparemment à troquer la conception mécanique et statique du système économique pour une conception évolutionniste et dynamique. Mais à la limite, cette approche paraît comporter de telles exigences qu'elle donne à penser que la simulation adéquate des systèmes économiques réels est carrément impossible. Il me semble y avoir ici, chez Hayek, un jugement d'incapacité qui, s'il n'est pas interprété correctement, risque de produire une sorte de paralysie de la recherche.

Comme l'a bien fait voir Mittermaier (1986), le "mécanomorphisme" est aux sciences sociales ce qu'est l'anthropomorphisme aux sciences physiques. Les deux défauts épistémologiques sont, en un sens, tout à fait analogues. Or il revient à Hayek, plus qu'à tout autre théoricien avant lui, d'avoir brillamment mis en lumière les pièges que cachent chez le chercheur en sciences humaines les velléités d'imiter à tout prix le physicien ou l'ingénieur ( voir, par exemple, Hayek 1952a et 1953 ). Cela étant dit, jusqu'où doit-on aller dans le rejet de ce qui a été appelé plus haut "l'objectivisme" ? A l'intérieur de ce que Hayek considère être maintenant non plus "l'École Autrichienne" mais simplement le "courant autrichien" (cf. Hayek 1978, chap. 17: "The Place of Menger's *Grundsätze* in the History of Economic Thought"), un débat est en cours sur cette importante question. Tout bien considéré, la question revient en fait à se demander jusqu'où doit aller le subjectivisme en théorie économique. Certains, comme Ludwig Lachmann, qu'on qualifie de "nihiliste", vont jusqu'à dénier l'existence d'une réalité objective indépendante des évaluations subjectives faites par les agents et aboutissent, en conséquence, à rejeter par avance la possibilité de trouver des lois économiques objectives. Ceux qui se font critiques d'une telle vision des choses ( par exemple, Murray Rothbard et Israel Kirzner) sont plutôt d'avis que les fondateurs du courant autrichien, Carl Menger et Böhm-Bawerk en particulier, en accentuant la dimension subjective de la réalité économique, n'ont pas du tout voulu nier l'objectivité de cette réalité mais ont simplement voulu mettre en évidence l'idée que la théorie économique, pour progresser dans l'analyse et la compréhension des phénomènes qui la concernent, se devait d'incorporer dans la modélisation elle-même des suppositions fondamentales concernant les représentations que se font les agents du monde dans lequel ils vivent et agissent. Hayek me paraît plutôt rejoindre, dans sa vision des choses, non pas les plus radicaux mais les plus objectivistes des subjectivistes, si je puis m'exprimer ainsi.

Certes, Hayek est allé à l'école de von Mises, pour qui centrer la théorie économique sur la compréhension de l'action humaine exige justement que l'on adopte une position subjectiviste en matière de théorie économique. On pourrait croire, apparemment du moins, que le fait d'insister sur l'état proprement subjectif de l'information que détiennent les divers intervenants économiques sur le marché met en cause la notion poppérienne de "connaissance objective". C'est un leurre dont il faut rapidement se débarrasser. Car le savoir subjectivement détenu par les agents, sur lequel insiste Hayek, existe bel et bien objectivement, pour parler le langage de Popper. Une remarque semblable peut être faite concernant la nature toute subjective des préférences du consommateur dont parle la théorie microéconomique: Hayek admet aisément que ces préférences sont "révélées", pour dire les choses comme Samuelson, ce qui leur confère d'emblée un statut objectif malgré leur nature essentiellement subjective. C'est pourquoi la question vraiment redoutable que Hayek doit affronter n'est pas celle de savoir s'il existe, du point de vue de la théorie économique, quelque chose comme un monde objectif extérieur aux agents économiques eux-mêmes et irréductible à leurs croyances. Car cette dernière question, lorsqu'elle reçoit une formulation plus technique, me semble devoir être facilement tranchée si l'on considère que plusieurs des variables entrant en ligne de compte dans les propositions et dans les équations de la théorie du consommateur ou dans celles de la théorie du producteur prennent leurs valeurs dans un domaine tout autre que celui des représentations et des croyances subjectives. La théorie présuppose, en effet, qu'existent des entités objectives auxquelles réfèrent les agents et à propos desquelles ils acquièrent et échangent de l'information, qu'il s'agisse, par exemple, de connaître la disponibilité des ressources diverses ou le prix des différents biens sur le marché, ou qu'il s'agisse plutôt d'anticiper le comportement des autres agents sur ce même marché. En ce sens, les "choses" dont parle la théorie économique, c'est-à-dire les biens, les prix, les producteurs, les consommateurs, les entreprises, etc., sont tout à fait réelles et existent objectivement même s'il faut bien reconnaître

avec Hayek que la plupart des institutions sociales et économiques n'existent que parce qu'il y a des êtres humains pour les mettre et les maintenir en place. Le fait que ces institutions résultent de l'action humaine ne veut cependant pas dire qu'elles sont, comme telles, le produit de la délibération consciente des individus et la résultante de leur concertation volontaire. Elles sont d'autant plus objectives, me semble-t-il, qu'elles doivent être conçues plutôt, suivant Hayek, comme l'effet cumulatif, non-recherché pour lui-même et radicalement imprévisible de l'interaction des êtres humains, et donc aussi bien de leur concours que de leur rivalité. Il est donc impossible de prétendre que la "réalité économique" est tout entière de nature subjective bien que les phénomènes économiques les plus spécifiques et les plus irréductibles, comme la valeur, la préférence ou la décision d'agir, ne soient pas des "choses" objectives comme celles qu'expliquent les sciences physiques.

Il ne faudrait pas croire, par contre, que la perspective hayékienne, qui, comme on l'aperçoit, fait fond sur le paradigme néo-classique tout en accentuant les limitations intrinsèques, va elle-même sans problème. Car deux difficultés conceptuelles apparaissent rapidement, nonobstant le fait que, parce qu'elle veut être en progrès par rapport à l'analyse néo-classique, la perspective ouverte par Hayek constitue indubitablement une contribution épistémologique majeure à la critique de l'économie politique moderne. La véritable question difficile, dans la perspective adoptée par Hayek, est double. La première difficulté est une sorte de dilemme. Elle concerne la façon dont, à l'intérieur de la théorie avancée par Hayek, on passera de la notion de "connaissances subjectivement détenues" à celle de "données objectives", cette dernière notion étant comprise dans le sens des remarques faites un peu plus haut: comment penser, en effet, qu'il puisse exister des données, ou des informations si l'on préfère, auxquelles doivent faire face tous les agents d'un même système économique ? A défaut de pouvoir assurer un tel passage, la théorie économique ne peut pas vraiment se

présenter comme une science empirique au plein sens du terme: elle se présente plutôt comme une sorte de savoir privé que détiendrait chaque individu. Mais si elle y parvient, on ne voit plus ce qui pourrait, à plus ou moins longue échéance, la différencier radicalement de toutes les autres sciences empiriques, et tout particulièrement des sciences dites 'naturelles': car s'il existe quelque chose comme des 'faits bruts' pour l'économiste aussi bien que pour le chimiste ou le physicien, si différents soient ces faits, on ne voit pas pourquoi le traitement épistémologique des uns différencieraient complètement de celui des autres. En somme, ce qui rend la position méthodologique de Hayek inconfortable, c'est qu'il semble assis entre la chaise du subjectivisme et la chaise de l'empirisme.

Quant à la deuxième complication liée à la perspective de Hayek, elle concerne le concept fondamental sur lequel elle prend appui, à savoir le concept de "marché". Certes, il n'est pas évident que l'on peut parvenir facilement à expliquer que, étant donné la dispersion de l'information entre une multitude d'agents distincts et dont les intérêts à court, moyen ou long terme ne convergent pas toujours, la *coordination* des actions pourra néanmoins s'effectuer de manière à donner comme résultantes les multiples institutions sociales que nous connaissons et au premier rang desquelles il faut placer le système juridique sous l'empire duquel tous les marchés se créent (cf. O'Driscoll, 1977). Ce qui rend problématique le concept de marché dans cette approche théorique des phénomènes de la vie économique, c'est qu'envisagé comme processus institutionnel, il doit immanquablement apparaître à l'analyse aussi bien comme la *cause* nécessaire de la coordination des actions individuelles que comme son *effet*, plus ou moins aléatoire et collectif, non voulu ou non recherché pour lui-même tout en étant le fruit de l'action humaine. Il n'est donc pas évident que ce à quoi la notion de marché fait référence, ce "pseudo-mécanisme" qui joue un rôle primordial dans la perspective hayékienne, soit conceptuellement clair. S'il peut sembler parfaitement acceptable de ne pas

considérer cette entité qu'est le marché comme un mécanisme au sens où en identifie la théorie physique, il me paraît plus difficile d'en faire à la fois un déterminant de la prise de décision et la résultante toujours mouvante et fondamentalement imprévisible de l'entrechoc de tous les plans d'action poursuivis par les divers intervenants sur la scène du monde économique. Par contre, on y parvient aisément dans une perspective cybernétique d'auto-régulation et de rétroaction, c'est-à-dire à l'aide de concepts directement empruntés aux sciences physiques, terrain sur lequel Hayek refuse néanmoins de s'aventurer.

Cette difficulté conceptuelle ne nous empêchera cependant pas d'apprécier à sa juste valeur la thèse vigoureusement défendue par Hayek: la science économique ainsi envisagée n'est pas et ne doit pas être conçue comme une "physique sociale", ne serait-ce que parce que la vie économique réelle n'est pas vraiment mathématisable si ce n'est en termes extrêmement généraux et de manière schématique. Quelques clarifications paraissent s'imposer ici. Puisqu'il est allé à l'école de von Mises, Hayek n'est pas particulièrement enclin, pas plus que son mentor, à développer une approche mathématique de la réalité économique. Mais puisque l'on ne rencontre pas, sous la plume de Hayek, de condamnation du recours aux modèles mathématiques, il faut certainement s'interroger sur la superbe ignorance dans laquelle il semble en être progressivement venu à tenir cette approche. La chose est d'autant plus importante que, comme Rosenberg l'a fait voir, on peut considérer que le point de vue dominant depuis cent ans en économie fait de cette discipline une science qui n'est rien d'autre, finalement, qu'une pure mathématique (cf Rosenberg 1983).

Quelle clé faut-il donc utiliser pour interpréter correctement ce que j'ai appelé "la perspective de Hayek" ? Quiconque a un tant soit peu fréquenté l'oeuvre scientifique de Hayek se convainc rapidement d'une vérité aussi élémentaire que fondamentale: nous ne vivons pas



en fait dans un monde à la Arrow-Debreu. C'est une constatation négative de cet ordre, avec les conséquences qu'on peut en inférer, qui me semble constituer le moteur principal de l'argumentation hayékienne contre l'idée de développer l'économie comme s'il devait s'agir fondamentalement d'une science mathématique. Suivant Hayek, en effet, l'économiste, et surtout celui qui se veut pur théoricien, se doit d'accepter qu'aussi bien les goûts personnels des individus que les ressources et la technologie disponibles ne peuvent être considérés comme fixés une fois pour toutes. C'est pourquoi un des traits essentiels du monde social et économique réel est l'incertitude, un état de fait sur lequel des théoriciens comme Frank Knight, sous l'influence des économistes de l'École autrichienne, ont mis énormément d'insistance. Si brillante que puisse paraître la microéconomie axiomatique aux yeux de Hayek, celui-ci insiste néanmoins pour nous dire que nous devons apprendre à vivre avec le fait irrécusable qu'il n'existe pas de pattern optimal d'allocation des ressources qui soit indépendant du processus même au cours duquel les divers patterns d'allocation possibles apparaissent (cf. Boudreaux 1986). Or, cette situation de fait impose forcément des limitations indépassables à toute tentative de quantifier précisément les données qui pourraient permettre, même conjecturalement, de pronostiquer exactement ce que nous réserve la conjoncture économique .

Non seulement les préférences et les ressources ne sont-elles pas fixes, mais il ne peut jamais vraiment s'agir à proprement parler, si ce n'est au prix d'une confusion de langage que Hayek entend justement dénoncer, de données ("data") comme celles sur lesquelles se basent les sciences physiques. C'est le caractère intrinsèquement subjectif de l'univers économique des valeurs et des préférences qui empêche, à toutes fins utiles, le chercheur de pouvoir contrôler les paramètres des équations qui constituent, en économie comme dans toute science théorique, le squelette logico-mathématique des hypothèses les plus fondamentales. Il ne s'agit pas pour Hayek de prétendre ici que ces "données" sont, par nature, totalement inaccessibles: il

s'agit simplement de faire reconnaître que jamais elles n'auront exactement le même statut que celui des faits expérimentaux dont traite le physicien ou le chimiste. Hayek est d'avis que l'économiste doit avoir la sagesse épistémologique de reconnaître que c'est la nature des phénomènes et des événements qu'il est intéressé ou, du moins, devrait être intéressé à expliquer qui l'empêche d'aller plus loin ou d'être plus précis dans ses calculs (cf. McKenzie 1983). C'est, me semble-t-il, très exactement ce que veut dire Hayek en nous appelant à penser l'économie en termes de processus plutôt qu'en termes de mécanismes.

Le contraste entre le point de vue autrichien de Hayek et celui de l'économie néo-classique ne peut donc être, à mon sens, plus patent. La théorie néo-classique se présente comme une pure logique du choix, et cette logique n'envisage pas le choix économique, ou plus généralement l'action humaine pourrait-on dire, dans un contexte spatio-temporel réaliste. La grille d'analyse ici mise au point considère, par exemple, les prix comme constituant purement et simplement des alternatives, c'est-à-dire des choix à effectuer entre des cours d'action également possibles. Cette logique du choix n'envisage jamais les prix, ainsi que le voudrait Hayek, comme des outils permettant aux divers agents économiques de coordonner leurs actions. Elle les regarde plutôt comme ce qui sert à équilibrer le marché, c'est-à-dire à équilibrer l'offre et la demande: les prix ne sont envisagés dans ce calcul de la décision rationnelle que comme des quantités objectives pouvant figurer sans problème dans les diverses équations dont la solution simultanée amène l'équilibre allégué. C'est pourquoi l'on peut considérer que quitter l'objectivisme et adopter le point de vue subjectiviste mène inéluctablement à abandonner à son sort le programme de recherches partagé par plusieurs courants théoriques, programme encore dominant aujourd'hui et qui vise à élaborer ce que Buchanan a lui aussi appelé, à l'occasion de son adresse présidentielle à la Southern Economic Association, une "pure mathématique appliquée". Manifestement, Hayek a fait ce choix. En

conséquence, l'économie ne peut ressembler pour lui à une physique mathématique du socio-économique. Et si la méthodologie économique consiste en une analyse logique des limites de cette discipline, l'économie apparaît alors, au terme d'une telle analyse, comme une sorte de calcul abstrait de ce qui est concrètement incalculable dans le détail.

Mais ici, renoncer à l'objectivisme ne veut certainement pas dire que l'on ne croit plus qu'il existe un équilibre ou plutôt, comme le dit Hayek, qui en fait une question strictement empirique, une *tendance* vers l'équilibre, c'est-à-dire un point théorique du temps futur où le prix d'un bien finit par équivaloir à son coût marginal de production. Cela ne revient donc pas, pour Hayek du moins, à rejeter du revers de la main les résultats théoriques les plus intéressants et les plus fondamentaux obtenus par des économistes entièrement commis à une approche objectiviste et purement mathématique. Cela veut dire, par contre, que la priorité en recherche n'est pas, pour Hayek lui-même, de développer des modèles mathématiques simplificateurs mais plutôt d'expliquer tant bien que mal les phénomènes irréductiblement complexes (cf. Hayek 1967, chap.2: "The Theory of Complex Phenomena"), entendant par là la constitution et le fonctionnement des institutions socio-économiques, et ultimement le processus du marché lui-même. C'est pourquoi il est probable qu'aucune loi économique ne porte jamais un jour le nom de Hayek ou d'un chercheur d'allégeance hayékienne: en règle générale, on risque très peu de trouver en science ce qu'on ne cherche pas vraiment.

Ce serait, par contre, mésinterpréter la position méthodologique fondamentale de Hayek que de considérer qu'il condamne de la sorte comme nulle et non avenue toute recherche mathématique de lois empiriques en science économique. Et aussi paradoxal que cela puisse sembler à certains égards, c'est, en fait, parce qu'il se donne pour tâche de comprendre la réalité économique *au plus près*, c'est-à-dire telle qu'elle apparaît dans toute sa

complexité concrète, que Hayek prend ses distances à l'égard de la mathématisation: c'est la réalité elle-même, à tort ou à raison, qui lui paraît ne pas pouvoir se prêter à ce genre de traitement théorique. C'est donc, en un sens, par souci d'empiricité que Hayek, bien qu'issu d'une école de pensée dont l'a priorisme a certainement été la principale marque de commerce épistémologique, se croit obligé de prendre le parti d'élaborer des analyses économiques qui ne débouchent pas sur des modélisations mathématiques. Mais la thèse de Hayek peut être vue comme plus radicale encore. Hayek soutient en effet que, du fait qu'elle échappe à la sorte de traitement que seule une science mathématique du type de la physique rendrait possible, la réalité économique échappera *toujours* par quelque côté à une connaissance qui exigerait qu'on puisse la manipuler à volonté, ce qui rendrait possible que l'on puisse éprouver rigoureusement la validité des modèles à l'aide desquels on cherche à la simuler. C'est ici que, quittant la question des limites que connaît la science économique *de facto*, nous abordons celle des limites qui sont présentées par lui comme étant les siennes *de jure*.

### L'économique comme science limite

J'accentuerai d'abord le contraste le plus possible. Ce qui fait qu'aujourd'hui le "mode de pensée néo-classique" est encore dominant en science économique, c'est qu'une bonne part sinon la majorité des économistes croient encore possible de mesurer objectivement les phénomènes qui les concernent. La plupart d'entre eux croient sans doute qu'on peut observer ces phénomènes sans difficulté et qu'on peut les analyser statistiquement sans détour. Plusieurs d'entre eux sont certainement d'avis qu'on ne peut, certes, prédire à l'heure actuelle mais qu'on doit pouvoir parvenir et que l'on parviendra sans doute un jour à prédire avec précision le comportement économique des individus et des groupes. Ils sont encore probablement très

nombreux à croire que l'économique doit se développer comme n'importe quelle autre science théorique et expérimentale et, en conséquence, qu'il doit pouvoir être possible en principe de soumettre à des tests empiriques une théorie visant à expliquer nomologiquement sinon l'action rationnelle de l'*homo œconomicus*, du moins l'ensemble des comportements économiques des humains et tous les phénomènes qui constituent la réalité économique. Ils sont même plusieurs à penser qu'à défaut de pouvoir nourrir de tels espoirs, l'économique ne mériterait plus le nom de "science".

Mais la perspective critique de Hayek nous oblige forcément à douter du bien-fondé de ce qui se présente ici, au mieux, comme un programme de recherches possibles et souhaitables. Sans vouloir mettre en doute l'argument qui veut que les chercheurs oeuvrant dans cette direction ne soient pas au bout de leurs peines, j'aimerais néanmoins faire apercevoir que la perspective hayékienne elle-même, lorsqu'elle croit être parvenue à débouter l'adversaire de toute prétention légitime à cette sorte de connaissances positives, ne va pas elle-même sans problème. Certes, je suis le premier à reconnaître que les difficultés auxquelles sont confrontés les économistes "objectivistes" sont énormes. Si l'on suit Rosenberg, ceux-ci doivent même, en un sens, reprendre à zéro le débat qui concerne la délimitation correcte de l'objet de la science économique, tant il est vrai qu'elle s'est appuyée sur une psychologie mentaliste du sens commun dont il est facile de reconnaître qu'elle est complètement déphasée aujourd'hui (cf. Rosenberg 1980). En un sens, la difficulté vient du fait que tout comportement ou toute conduite ne constitue pas une action au sens économique du terme. Comme von Mises l'a bien aperçu, ne peut en fait compter comme une action véritable que le comportement qui suit une décision analysable en termes de rapports entre fins visées et moyens choisis. Or, la philosophie contemporaine des sciences sociales tout entière mène inévitablement à la constatation que le concept d' "action humaine" est extrêmement difficile, voire impossible à définir

rigoureusement. Chose certaine, ce concept ne joue pratiquement plus aucun rôle dans la psychologie scientifique d'aujourd'hui, et une partie du salut méthodologique de l'économique doit immanquablement venir du renouvellement des fondements psychologiques qu'elle s'est historiquement donnés.

C'est bien pourquoi il peut paraître opportun de mettre une sourdine aux critiques que Hayek et les théoriciens du courant autrichien nous inspirent à l'égard du paradigme néo-classique. Sans vouloir diminuer d'aucune manière l'à-propos de la perspective hayékienne présentée ci-haut, il me faut insister sur une distinction qui ne me semble pas toujours bien faite dans ce débat décisif. Il n'est pas toujours très clair, en effet, que la question ici débattue, à savoir celle des limites de la pensée économique, est toujours, à bien y penser, une question de fait et ne devrait jamais être traitée comme s'il s'agissait d'une question de principe. Il ne me semble pas correct, en effet, de considérer comme une question de droit la question de savoir si, dans la progression de sa démarche, la science économique pourra ou non atteindre un jour à plus de puissance explicative, et donc à des diagnostics plus précis ainsi qu'à des pronostics plus exacts. Si la prudence est de mise dans le cas de sciences encore balbutiantes, comme la météorologie ou la sismologie, elle est certainement requise dans le cas de sciences aux assises plus solides comme l'économique. La question n'est plus de savoir, me semble-t-il, si l'économique peut songer à devenir un jour prochain, pour dire les choses dans des termes apparentés à ceux qu'utilise Hayek, une physique mathématique du social, mais celle de savoir si, malgré que cela semble aujourd'hui très peu probable au vu des difficultés épistémologiques quasi-insurmontables que cela exige de lever, il est quand même possible et souhaitable qu'elle se développe selon de telles lignes de force. Or, si Hayek nous convainc aisément, car son point de vue est extrêmement bien documenté (cf. Hayek 1952a), que le fait d'avoir cru possible de "construire artificiellement" les institutions économiques n'a pas favorisé le développement de

l'économique comme science mais, au contraire, lui a considérablement nuï jusqu'ici, il n'en reste pas moins que, une fois prises toutes les précautions qui s'imposent, la question de savoir jusqu'où l'économique peut aller sur la voie de la théorisation empirico-mathématique n'en est pas une qui peut être décidée une fois pour toutes. Tout ici est affaire de circonstances absolument imprévisibles puisque tout est affaire de découverte scientifique. Il est, en effet, impossible de trancher d'avance et *a priori*, contrairement à ce que Hayek pourrait parfois donner à penser, la question de savoir si l'économique peut être, et jusqu'à quel point elle peut être, une étude empirique des comportements économiques effectifs, ou si elle doit à jamais se contenter d'être plutôt une réflexion plus ou moins spéculative sur la signification et les conditions de possibilité de l'action humaine individuelle et sociale. Il n'est absolument pas nécessaire, du reste, que la science économique se définisse un jour et pour toujours comme étant tout l'un ou comme étant tout l'autre. Car il serait certainement acceptable, d'un point de vue strictement épistémologique, qu'elle soit simultanément et puisse continuer à être indéfiniment une microéconomie axiomatique, une macroéconomie statistique, une logique probabiliste de la décision, une explication psycho- et sociogénétique des institutions, et également une science empirique des phénomènes économiques historiquement observés et virtuellement observables dans le futur. Aucune de ces avenues de recherches ne mène inéluctablement dans un cul- de-sac, ou si tel est le cas, nul ne saurait le dire d'avance. Car la question de savoir quelles sont *les limites de principe* de la science économique, à supposer qu'elle ait un sens, est nécessairement liée à la question de savoir ce que la science économique nous réserve dans le futur.

Karl Popper a, sur une question apparentée mais plus générale, fait valoir un argument purement logique que personne, jusqu'ici du moins, n'a cru bon de remettre en question. Cet argument me paraît pouvoir être réutilisé dans le contexte de cette discussion, bien que ce soit

ouvertement à d'autres fins que celles auxquelles Popper l'a effectivement destiné. Popper a prétendu, en effet, qu'il est logiquement impossible de prédire aujourd'hui ce que nous saurons demain: car une telle prévision exigerait, en vertu même de ce qui constitue une prédiction, que nous connaissions déjà ce que, par définition, nous ne connaissons que plus tard (cf. Popper 1956, Préface). Il va de soi, en effet, que nous ne pouvons pas prédire ce que sera la science de demain puisque cela exigerait de détenir maintenant une information définie comme future. Popper tire de cet argument la conséquence implacable "qu'il nous est impossible de prédire le cours futur de l'histoire" (p.ix). Or, s'il est exact que nous ne sommes et ne serons jamais en mesure de "prédire par quelque méthode rationnelle (ou scientifique) l'accroissement futur de nos connaissances scientifiques" (p.x), il découle de cela que nous ne pouvons pas plus savoir maintenant quelles sont exactement les limites indépassables, et donc les frontières futures, d'une science, quelle que soit la science dont nous parlons. Certes, tous conviendront que nous ne pouvons pas savoir aujourd'hui ce que *jamais* nous ne pourrions savoir. Mais justement, à moins de pouvoir démontrer que nous ne pourrions jamais posséder tel ou tel type de connaissances, la question des limites du savoir en est une de fait et de conjoncture. Dès lors, les limites cognitives d'une science comme l'économie, loin de pouvoir être tracées d'avance et, en quelque sorte, décrétées une fois pour toutes, devraient plutôt apparaître comme parfaitement contingentes et toujours susceptibles d'être repoussées.

Si ce dernier argument est juste, la seule question en litige est maintenant la suivante: trouve-t-on chez Hayek une démonstration logiquement valide que certaines questions économiques, et notamment celles qui appelleraient un traitement mathématique complexe, ne pourront jamais, en vertu d'impossibilités concevables *a priori* et non pas seulement en vertu d'empêchements pratiques et circonstanciels, trouver de réponse ? C'est ce dont, précisément, il me sera permis de douter. Le fait est que, par exemple, dans la perspective de la théorie



générale des prix mise au point par Walras et Pareto, la prédiction précise et exacte de l'incidence d'un changement de prix affectant certains biens préalablement identifiés exigerait la résolution d'un nombre tellement grand d'équations qu'on est en droit de penser qu'un tel calcul est impossible à faire. Comme le remarque Hayek, "cela dépasse pratiquement la puissance de l'analyse algébrique" (Hayek 1953, 131, n.37. C'est moi qui souligne). Il est certainement légitime de se fonder sur une telle impossibilité pratique pour attirer l'attention sur certaines limitations inhérentes à la pensée économique. Mais rien ne nous empêche de croire que des difficultés qui passent encore aujourd'hui pour irréductibles ne sont pas seulement momentanées, voire épisodiques.

Les limites de la pensée dont il est ici question sont, en fait, de deux ordres qu'il importe de distinguer. D'abord et avant tout, c'est la puissance de calcul de l'être humain qui est en cause, et il faut savoir gré aux économistes d'inciter les mathématiciens à forger de nouveaux instruments et à imaginer de nouvelles méthodes de calcul. Cela étant dit, rien ne peut encore être considéré sous cet angle comme quelque chose de logiquement ou de mathématiquement impossible: et s'il fallait attendre de pouvoir recourir un jour à des ordinateurs beaucoup plus puissants que ceux que nous utilisons aujourd'hui, il n'y aurait encore là, en fait de limites à la connaissance, rien qui ne soit de l'ordre des contingences. Dussions-nous chercher pendant mille ans, il ne serait pas stupide de croire pouvoir un jour venir à bout de cette résistance. Une difficulté de cette nature n'est pour le chercheur qu'une complication de plus, si grande soit-elle: elle est toujours vue comme une contrariété temporaire, peu importe que sa durée soit courte ou longue, et elle n'est jamais conçue, avec raison, comme une barrière infranchissable. Mais ensuite, de tels obstacles épistémologiques peuvent être liés à la théorie sur laquelle on se fonde et plus précisément au cadre conceptuel qu'elle met en place. En l'occurrence ici, il s'agit avant tout de la théorie de l'équilibre général. Or, quelle que soit la

théorie dont il s'agisse, chacune a sa portée et chacune ses limites. Chaque théorisation définissant son domaine de référence, chacune a *ipso facto* ses confins. Les limites dont il s'agit ici se tracent en même temps que se délimite ce que sera le contenu cognitif d'une science, et elles sont susceptibles de varier dans le temps. Comme dans le cas d'une entité géopolitique, les frontières d'une science font corps avec elle. Mais alors, il faut reconnaître que toute avenue valable nouvellement ouverte en science, si elle permet d'aller ailleurs ou plus loin que là où on se trouve déjà, comporte invariablement un terme, une limite temporelle qui peut être aussi bien un achèvement spectaculaire qu'un échec cuisant. La découverte de telles limites, théoriques plutôt que pratiques, amène un jour ou l'autre une réorientation de la recherche, un nouveau départ de la pensée vers des horizons par définition insoupçonnés et tout au plus pressentis avant d'être réellement découverts. L'histoire des sciences n'enseigne pas autre chose: une théorie nouvelle a beau permettre de solutionner des problèmes qui semblaient jusque-là insolubles et de percer à jour des énigmes qui paraissaient insondables, elle n'en génère pas moins de nouveaux problèmes insolubles qui, parce qu'ils prennent place à sa périphérie, circonscrivent le domaine à l'intérieur de laquelle cette théorie fait autorité. S'il est vrai que les difficultés qu'une théorie doit affronter sont le plus souvent liées aux déficiences des concepts que son audace nous a néanmoins valus, et, donc, s'il est correct d'envisager qu'aucune théorie n'aura jamais le dernier mot, on aurait tort de considérer qu'une science peut un jour rencontrer sur son chemin un mur qui en arrête pour toujours la démarche et qui en stoppe le progrès. Car, en fait de limites du savoir, de tels vices rhédictoires, lorsqu'ils sont connus, induisent au contraire les transformations historiques les plus décisives: leur importance ne tient pas seulement au fait que, dans l'univers conceptuel qui est celui d'une science à une étape de son développement, certains problèmes paraissent impossibles à résoudre, mais également au fait que toute limite de cette nature provoque la relativisation d'une conception du monde qu'on avait pu croire jusque-là absolument valable. Pas plus que les limites pratiques, donc, les limites

théoriques ne sont indépassables, et elles ne paraissent telles que de l'intérieur du savoir qui surgit avec elles, un savoir qui n'est jamais qu'une figure parmi d'autres toujours possibles. Il ne pourrait y avoir de limites de principe en science que s'il était concevable que le meilleur programme de recherches mis au point dans une discipline donnée, en économie par exemple, soit déjà entièrement réalisé. Certes, s'il était concevable qu'un tel programme soit parachevé, il faudrait convenir que les connaissances acquises en ce domaine doivent être tenues pour insurpassables. Mais, pour les raisons que j'ai invoquées, cela semble impensable. Il s'agit donc au mieux d'une fiction épistémologique et au pire d'une absurdité logique.

\*\*\*\*\*

L'analyse méthodologique n'est pas faite, comme je l'ai dit d'entrée de jeu, pour enseigner aux scientifiques ce qu'il faut faire et ce qu'il convient d'éviter de faire. Elle ne peut que viser humblement à faire voir à qui veut bien s'y intéresser pourquoi telle voie de recherche peut sembler fertile ou douteuse, telle sorte d'explications plus prometteuse que d'autres, et, le cas échéant, pourquoi tel argument doit être tenu pour particulièrement incongru. Lorsque le méthodologue, et il peut parfois s'agir de la même personne que le scientifique lui-même, affirme que telle règle s'applique, que telle norme est sensée, ou encore que tel principe n'est pas valable ou telle façon d'argumenter acceptable, c'est une hypothèse qu'il soumet à la discussion critique. C'est pourquoi il faut en finir selon moi avec cette vision des choses qui fait croire que la méthodologie dicte de l'extérieur aux scientifiques ce qu'il convient de faire et de penser en matière de science. Mais il faut également reconnaître qu'aucune analyse logique et épistémologique ne peut permettre de se prononcer *ex cathedra* sur ce que peuvent et doivent être aujourd'hui et demain les champs de recherche pertinents pour la science, de quelque discipline qu'il s'agisse. Nul n'a la capacité intellectuelle de borner par avance le domaine de

validité des arguments que les chercheurs ont pour tâche de formuler et de fonder empiriquement, logiquement et mathématiquement. En conséquence, nul ne peut s'arroger le droit de circonscrire apodictiquement le type de traitement qu'exigent les problèmes auxquels les chercheurs consacrent leur temps de travail. De telles certitudes n'existent pas. C'est pourquoi nul ne peut non plus prévoir à l'avance dans quel sens s'orientera la recherche future et ce que seront les découvertes scientifiques qui révolutionneront nos façons de voir et modifieront nos manières d'agir.

Certes, nul ne doute que l'unique objectif des chercheurs en économie doive être de nous permettre de comprendre les événements et d'expliquer les phénomènes qui constituent la vie économique réelle. A ce chapitre, il est possible que nos attentes soient si grandes qu'elles ne soient jamais comblées. L'économie, on le sait de plus en plus, est non seulement affaire de goûts et de préférences mais aussi, fondamentalement, affaire de cueillette et d'échange d'informations, puis affaire de décision sur la base des informations détenues. C'est sans doute pourquoi il convient de se demander, comme Hayek nous y incite, si l'information dont peuvent disposer les multiples agents économiques et les centres de décision multiples (concernant, entre autres, les biens disponibles sur le marché, les stratégies des alliés ou des concurrents éventuels, les anticipations de tous les intervenants possibles, l'état des stocks futurs, etc.) est totalisable ou si elle irrémédiablement condamnée à demeurer toujours partielle pour ne pas dire partielle. A cette question, la réponse que fournit la théorie économique actuelle est que les divers agents prennent leurs décisions en situation d'incertitude plutôt qu'en état d'omniscience. Certaines conséquences paraissent s'ensuivre immédiatement. L'une d'entre elles, avancée par Hayek, veut qu'il soit impossible de colliger, et donc de centraliser dans un même organe social, toute l'information économique qui se trouve diffuse à un moment donné du temps dans une société donnée. Hayek semble en droit d'affirmer qu'aucun mécanisme de découverte de cette

information ne saurait supplanter le marché proprement dit. Mais il infère également de cela qu'il est, à toutes fins pratiques, inutile d'espérer pouvoir un jour utiliser la théorie économique à des fins "sociotechniques" véritables ("social engineering"). Hayek donne à penser que jamais la science économique n'aura les moyens de dépasser le stade des "explications de principe" et celui des "prédictions de patterns". C'est pourquoi cette science devra apprendre, selon lui, à se contenter de viser à atteindre un "degré d'explication" relativement bas dans la hiérarchie des seuils épistémologiques, surtout si on en compare les exploits à ceux de la physique mathématique actuelle. Pourtant, compte tenu de l'informatisation croissante de nos sociétés et de la vitesse de plus en plus grande avec laquelle circule l'information, il n'est pas dit que Hayek ne limite pas indûment les pouvoirs d'intervention que rendra possible la croissance du savoir économique. Qui plus est, on ne saurait conclure, à partir de ce qu'est aujourd'hui la science économique, à ce que sera invariablement sa puissance explicative future. Les seules limites qu'on puisse lui reconnaître sont celles qui sont les siennes à l'heure actuelle et nul ne peut présumer qu'elles sont indépassables. La question des limites de l'économie ne peut pas être tranchée radicalement. C'est une question qu'il est sûrement préférable de laisser ouverte, sans quoi le risque est grand de se faire reprocher un jour de l'avoir trop rapidement close.

Le message central que nous livre Hayek reste néanmoins très clair: l'économiste devra toujours se garder de jouer les apprentis-sorciers. Or, justement, je suis d'avis que l'épistémologue jouerait lui-même à l'apprenti-sorcier s'il prétendait, en prenant en considération les frontières actuelles de la science, que les limitations futures du savoir humain sont non seulement prévisibles, mais qu'elles sont même d'ores et déjà connues. Même si Hayek a raison de nous dire avec insistance que tous les espoirs épistémologiques ne sont pas actuellement permis en économie, il est toutefois sage de présumer que la plupart des seuils que connaît cette science seront un jour repoussés. Seuls ceux qui ne seront, en fait, jamais franchis dans l'histoire

future pourraient être déclarés aujourd'hui infranchissables. Lesquels exactement seront reculés, et jusqu'où au juste, nul ne saurait le dire précisément à l'avance. Car nul, pas plus l'économiste que le méthodologue, ne peut prétendre détenir de preuve en ces matières.

## Références bibliographiques

- Blaug, M. (1975), « Kuhn versus Lakatos, or Paradigms versus Research Programmes in the History of Economics », *History of Political Economy*, 7: 399-433. Repris dans S.J. Latsis, ed., *Method and Appraisal in Economics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1976, p. 149-180.
- Blaug, M. (1980), *The Methodology of Economics, or How Economists Explain*, Cambridge, Cambridge University Press. Traduction française sous le titre *La Méthodologie économique*, Paris, Economica, 1982.
- Boudreaux, D. (1986), « Transaction Costs and Institutions » (compte rendu de: Oliver Williamson, *The Economic Institutions of Capitalism*. New York: The Free Press, 1985), *Market Process*, IV, 2 (Fall 1986): 2-5.
- De Vroey, M. (1972), « Une explication sociologique de la prédominance du paradigme néo-classique dans la science économique », *Économie et Société*, Cahiers de l'I.S.E.A., série HS no. 14, tome VI, no. 8 (août): 1655-1701.
- Gutting, G. ed. (1980), *Paradigms and Revolutions. Applications and Appraisals of Thomas Kuhn's Philosophy of Science*, Notre-Dame, University of Notre-Dame Press.
- Klant, J.J. (1984), *The Rules of the Game. The Logical Structure of Economic Theories*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Lakatos, Imre & Alan Musgrave, eds. (1970), *Criticism and the Growth of Knowledge*. Londres et New York, Cambridge University Press.
- Lavoie, D. (1986), « Editor's Notes », *Market Process*, IV, 2 (Fall), p.1.
- McCloskey, D.N. (1985), *The Rhetoric of Economics*, Madison, University of Wisconsin Press.
- McKenzie, R. B. (1983), *The Limits of Economic Science*. Boston: Kluwer-Nijhoff, chap. 2: "On the Methodological Boundaries of Economic Analysis: A Review and Partial Synthesis", p.11-26.
- Mittermaier, K. (1986), « Mechanomorphism », in I. Kirzner, ed., *Subjectivism, Intelligibility and Economic Understanding: Essays in Honor of Ludwig M. Lachmann on his Eightieth Birthday*. New York: The Macmillan Press, 1986: 236-251.
- Nadeau, R. (1986), « Popper, Hayek et la question du scientisme », *Manuscrito*, IX, 2 (Octobre) : 125-156.
- O'Driscoll, G. P., Jr. (1977), *Economics as a Coordination Problem: The Contributions of Friedrich A. Hayek*. Kansas City: Sheed Andrews and McMeel, Inc.
- Popper, K.R. (1956), *Misère de l'historicisme*, Paris, Plon (réimpr., 1969).
- Rosenberg, A. (1980), *Sociobiology and the Pre-emption of Social Science*, Baltimore, Johns Hopkins University Press.

Rosenberg, A. (1983), « If Economics Isn't Science, What Is It ? », *Philosophical Forum*, 14 : 296-314.

Rosenberg, A. (1986), « Lakatosian Consolations for Economics », *Economics and Philosophy*, 2, 1 : 127-139.

Rosenberg, A. (1987), « Weintraub's Aims: A Brief Rejoinder », *Economics and Philosophy*, 3, 1: 143-4.

Rosier, Michel (1986), « Otto Neurath et la critique du pseudo-rationalisme (leçons épistémologiques des sciences sociales) », *Dialogue XXV*, 4 (Hiver) : 675-696.

Weintraub, E.R. (1987), « Rosenberg's 'Lakatosian Consolations for Economists': Comment », *Economics and Philosophy*, 3, 1: 139-142.